

# La GAUCHE à l'assaut du langage

**Caroline B. Glick**

---

Editorialiste

au *Jerusalem Post*.

*L'article qui suit est paru dans le Jerusalem Post du 4 novembre 2008, sous le titre « The Left's assault on language ». Il prenait place dans un contexte particulier : celui de la récente démission du gouvernement Olmert, qui devenait de ce fait intérimaire. Bien des événements sont survenus depuis lors. Nous pensons néanmoins que sur le fond il n'a rien perdu de son intérêt ni même de son actualité.*

*La Rédaction de Controverses*

**C**e dimanche le procureur général Menahem Mazuz a fait franchir une nouvelle étape au discours politique dans ce pays. La semaine dernière le premier ministre Ehud Olmert avait annoncé qu'en dépit de sa démission et du fait que les élections auraient lieu le 10 février, il entendait renouer les négociations avec la Syrie. Il a ainsi l'intention d'engager Israël à restituer le plateau du Golan à Bashar el-Assad, le mandataire arabe de l'Iran, et ceci avant d'être remplacé par un nouveau premier ministre.

Le projet d'Olmert de lier ainsi un futur gouvernement par une telle obligation – à laquelle s'opposent la majorité des Israéliens – a déclenché une tempête de protestations. Les leaders de l'opposition et même des membres de son

propre parti Kadima ont déclaré qu'Olmert, à la tête d'un gouvernement de transition, n'a aucun droit de prendre une pareille décision.

Après tout, ont-ils remarqué, il y a seulement quelques semaines, la présidente de la Cour suprême Dorit Beinisch avait annoncé que ce gouvernement de transition n'avait pas le droit de nommer de nouveaux juges. Beinisch a déclaré qu'en tant que gouvernement de transition, Olmert et ses collègues n'ont légalement aucun droit de prendre des décisions qui auraient à long terme des impacts sur la démocratie israélienne. Par conséquent, puisque nommer des juges aurait un tel effet, ils sont légalement dépourvus de ce droit.

Si ce gouvernement ne peut nommer des juges, il doit certainement lui être interdit de restituer le plateau du Golan, dont l'importance stratégique est vitale. Mais Mazuz pense autrement. La nomination des juges, assure-t-il, est un acte juridique. Au contraire, assure-t-il, livrer les hauteurs du Golan est une action politique. Ainsi, alors que ce gouvernement de transition n'a pas avoir le droit de nommer des juges, il a celui de donner à la Syrie le contrôle des réserves d'eau du pays.

En déclarant que la nomination des juges est un acte d'ordre juridique mais que livrer une région vitale est un acte de nature politique, Mazuz a tourné en dérision à la fois la Loi et la politique. Et il n'a pas eu honte d'agir ainsi car, à son sens, aussi bien le règne de la Loi que les pouvoirs des personnages politiques ne peuvent être régulés qu'en fonction de leur impact sur le pouvoir de la Gauche. Tel acte est permis, démocratique et légal quand il fait avancer le pouvoir de la Gauche. Il est interdit, anti-démocratique et illégal quand il s'oppose à ce pouvoir.

Mazuz est naturellement loin d'être isolé dans cette attaque contre les normes démocratiques au service de l'idéologie et du pouvoir de la Gauche. Beinisch elle-même n'a jamais reculé devant l'hypocrisie quand cela servait les intérêts de son camp idéologique, la Gauche radicale. Ainsi que le Ministre de la Justice Daniel Friedmann l'a ironiquement remarqué, étant donné que Beinisch elle-même a été nommée à la Cour Suprême par un gouvernement de transition, son souci de limiter les pouvoirs d'un tel gouvernement est remarquable.

La décision de Mazuz de permettre à Olmert de céder le plateau du Golan à la Syrie paraît aussi extraordinaire quand on la retrace dans le contexte de l'histoire récente du pays. En 1999 la Cour Suprême a suspendu la décision du Premier ministre Benjamin Netanyahu de fermer la mission diplomatique de l'OLP à Jérusalem, la Maison de l'Orient. L'action de la Cour était scandaleuse puisque qu'il était clair que la décision de Netanyahu était légale. La loi israélienne interdit à l'OLP d'agir officiellement de quelque manière que ce soit à Jérusalem. L'OLP accomplissait un travail diplomatique officiel à la Maison de l'Orient. Il était légalement du devoir du gouvernement de la fermer.

La décision de la Cour suprême était révélatrice car elle montrait que la Cour était davantage motivée par les intérêts politiques de la Gauche que par le respect de la Loi. Sans aucun doute, cette décision montrait que la Cour a volontairement détourné le langage de la loi et les normes démocratiques pour favoriser ses intérêts idéologiques.

Quand un gouvernement de transition sert les intérêts politiques de la Gauche en offrant le plateau du Golan à la Syrie, ses actions sont légales et démocratiques. Quand un gouvernement de transition sert la Droite en réduisant les activités de l'OLP à Jérusalem, ses actions sont illégales et anti-démocratiques. Quand un gouvernement de transition sert les intérêts de la Gauche en nommant des juges radicaux avant les élections, ses actions sont légales et démocratiques. Quand un gouvernement de transition nuit aux intérêts de la Gauche en nommant dans des tribunaux des gens de gauche qui ne sont pas radicaux c'est illégal et anti-démocratique.

Tout ceci témoigne d'une situation déconcertante. Qu'il s'agisse de politiciens comme Olmert ou de juristes comme Mazuz et Beinisch, la Gauche se sert de la rhétorique de la démocratie non pour faire avancer les libertés et le règne de la Loi dans la Société mais pour détruire les deux dans le but de promouvoir les intérêts politiques de la Gauche.

Le détournement du langage de la Loi et de la démocratie par la Gauche ne se limite pas à la géopolitique. Il s'étend jusqu'aux problèmes de civilisation. Prenez par exemple le féminisme. Yuli Tamir, ministre de l'éducation, se présente comme un grand champion des droits de la femme. Elle a écrit sur le féminisme et la nécessité pour les femmes d'obtenir la parité aussi bien dans le privé que dans le secteur public. Dans toute son activité au service des droits des femmes, Tamir a clairement énoncé qu'une société qui refuse d'attribuer des droits totalement égaux aux femmes va de pair avec le militarisme et d'autres tendances violentes et antilibérales.

Pourtant en 1996 alors qu'elle était professeure invitée à Harvard, elle a écrit un article en faveur de l'excision des femmes dans le monde arabe. Dans l'Islam, des filles sont obligées de subir la clitoridectomie pour supprimer le plaisir sexuel et ainsi « préserver » leur « pudeur ». Mais Tamir dans son article « Bas les pattes devant l'excision », publié dans *The Boston Review*, affirmait qu'il était mauvais de s'opposer à la pratique de l'excision parce que c'était un rejet du multiculturalisme. Selon elle, les adversaires de cette pratique barbare « élargissent intentionnellement l'écart entre notre culture et celles qui pratiquent l'excision afin de les présenter comme incompatibles avec la nôtre. L'effet de l'élargissement de cet écart est de déconnecter les critiques de ces pratiques de la critique des nôtres et de faire de la réflexion

sur les autres cultures une occasion supplémentaire de célébrer nos propres mérites. »

Pour Tamir mettre en avant les mérites de l'Occident est anathème car cela signifierait les défendre aux dépens de son mot d'ordre de femme de gauche : la conciliation. Si l'Occident trouve à redire aux sociétés arabes qui pratiquent l'excision sur les femmes et les filles, il risque également de s'opposer à cette politique d'apaisement et de rejeter le message de Tamir et compagnie. Et par conséquent, il incombe à son avis aux « féministes » de son espèce de défendre l'excision, ce qu'elle a fait dans cet article.

Aux yeux de Tamir, l'amputation des parties génitales d'une petite fille équivaut à une extraction dentaire. Ainsi qu'elle le dit elle-même, « arracher une dent est aussi quelque chose de pénible que souvent on impose aux enfants, et si cet acte est effectué dans des conditions d'hygiène défectueuse, des dommages permanents sont susceptibles de survenir. » Tamir poursuivait en expliquant que critiquer l'excision est en soi un acte misogyne, parce qu'en s'inquiétant de cette pratique, ses critiques réduisent les femmes à l'état d'objets, de simple objets sexuels.

Ainsi pour Tamir la féministe, rejeter la supériorité de la culture occidentale – laquelle lui permet d'exprimer ses opinions, de voter, d'être candidate à des fonctions politiques, de posséder des biens et de contrôler le destin de ses propres organes génitaux – sur la culture islamique qui ne permet rien de tout cela – est plus important que de défendre les femmes. Ainsi elle s'efforce de vider le discours sur les droits de la femme de son sens propre pour le mettre au service de sa plateforme idéologique gauchiste, à l'encontre de ses adversaires de droite qui critiquent âprement la mutilation des femmes et des petites filles. Bien entendu Tamir n'est pas seule. Dans la campagne de l'élection présidentielle aux Etats-Unis, des féministes américaines ont perdu toute leur crédibilité en soutenant les attaques souvent pornographiques, ouvertement misogynes et d'une phallocratie éhontée contre le Gouverneur Sarah Palin. Kim Gandy, la dirigeante de l'Organisation Nationale pour les Femmes a expliqué que, compte tenu de son opposition à l'avortement, Palin n'était pas une femme. Ignorant ses états de service et le travail politique accompli en Alaska, les commentateurs et politiciens de gauche ont critiqué ses vêtements, ses chaussures, ses cheveux, ses lunettes, ses enfants, sa silhouette. Ils ont insinué qu'elle avait des perversions sexuelles et ne lui ont épargné aucune accusation, depuis la prostitution de luxe jusqu'à l'illettrisme.

Dans une interview à *Yediot Aharonot* de mercredi dernier, Paul Auster, l'écrivain américain de gauche disait de Sarah Palin : « Il y a chez Palin un élément érotique qui attire les gens. Quelqu'un a dit qu'elle lui évoquait une maîtresse d'école très sévère qui porterait une tenue de strip-teaseuse sous des vêtements

très prudes. Je sais que cela peut paraître drôle mais je pense que beaucoup d'hommes sont attirés par elle et fantasment à l'idée d'être au lit avec elle. Particulièrement parce qu'elle est conservatrice et très loin de ces descriptions érotiques, ce qui amplifie le fantasme. »

Auster avertissait que si Palin était élue vice-présidente « un nombre important de valeurs positives disparaîtront de ce pays qui deviendra nuisible et laid. »

Apparemment il ne lui est jamais venu à l'esprit que ses « drôles » de déclarations étaient une quintessence de laideur et de l'absence de valeurs telles que la bienséance, la tolérance et le respect pour les femmes. Ce qui est précisément le cas. L'essence d'une démocratie libérale – l'édifice sur lequel est fondé un gouvernement démocratique et libéral – est le discours rationnel. Un discours politique rationnel ne peut être tenu que si les mots « démocratie », « loi », « droit » et « égalité » ont une signification intrinsèque acceptée par la Société dans son ensemble. Quand la Gauche vide ces mots de leur sens fondamental en les utilisant uniquement pour asseoir son pouvoir politique aux dépens de la Droite, on délaisse le discours rationnel au bénéfice de la propagande.

Si l'égalité des droits est le privilège exclusif des femmes de gauche plutôt que le droit naturel de toutes les femmes, aucune femme ne peut jamais être sûre que ses droits seront préservés. Quand on détourne le vocabulaire de la Loi pour conforter le pouvoir de la Gauche au lieu de défendre une justice équitable, le sens de la Loi est sacrifié à la tyrannie de la Gauche. Quand les intérêts essentiels d'une nation sont ignorés pour favoriser une faction, alors cette faction sera favorisée aux dépens de la nation.

Auster a déclaré à *Yediot Aharonot* que l'atmosphère politique aux États-Unis est devenue si lourde que le dialogue est devenu impossible entre gens de gauche et de droite. D'après ses propres mots : « Nous avons atteint le point où des deux côtés on est incapable de se parler et je ressens cela comme une guerre civile. Il n'y a pas d'armes, pas de coup de feu. C'est une guerre civile des idées et des manières de penser et souvent une guerre des idées est la pire des guerres civiles. »

Ce que dit Auster est exact et peut être appliqué à la totalité du monde occidental. Mais il est aussi vrai que l'essentiel de la responsabilité de l'absence de dialogue revient à l'une des parties : celle qui a détruit le sens des mots démocratie, libéralisme, féminisme et racisme pour fustiger et criminaliser ses adversaires politiques. Et on ne voit pas comment la situation pourrait s'améliorer tant que la Gauche ne sera pas amenée à reconnaître le sens intrinsèque des mots plutôt que d'utiliser le vocabulaire comme arme de guerre politique.

*(Traduction Alain Rolland et Georges Gachnochi)*